

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

**MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN**

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

**MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT**

Communication de **S.E. Jean Claude MBWENTCHOU**, Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, à l'occasion de la 26^{ème} session du Conseil d'Administration d'ONU-Habitat

Nairobi, 09 mai 2017

- Excellences, mesdames et messieurs les ministres, chers collègues ;
- Mesdames et Messieurs les chefs de délégations;
- Monsieur le Directeur Exécutif d'ONU-Habitat ;
- Excellences, mesdames et messieurs les ambassadeurs, représentants permanents ;
- Mesdames et Messieurs les maires ;
- Distingués délégués ;
- Distingués membres des médias ;
- Mesdames et messieurs, chers participants,

C'est un plaisir pour moi, de prendre la parole ici, à Nairobi, au nom du Cameroun, à l'occasion de cette 26^{ème} session du Conseil d'Administration de l'ONU-Habitat.

Qu'il me soit permis, avant toute chose, de féliciter le président et les nouveaux membres élus du Bureau du Conseil d'Administration d'ONU-Habitat.

Cette session a ceci de spécial qu'elle est la première après l'adoption du Nouvel Agenda Urbain d'Habitat III issu des assises de Quito en octobre 2016.

La préparation de cet important agenda a fait l'objet d'une mobilisation sans précédent à travers le monde. Mon pays, le Cameroun, a pris part à tout le processus de sa négociation et de son adoption.

Permettez-moi, à la suite de Son Excellence UHURU Kenyatta, Président du Kenya, de saluer ce formidable travail abattu par Dr Joan Clos, Secrétaire Général de la Conférence Habitat III et à

son équipe, qui ont su piloter le processus à bon port et nous proposer un cadre du suivi de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain issu de Quito.

Cet agenda qui est l'aboutissement des contributions de toutes les parties prenantes reflète les défis et les enjeux de l'urbanisation de mon pays.

Le Nouvel Agenda Urbain a l'avantage d'intégrer également les engagements marquants enregistrés en 2015, notamment : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui englobe les objectifs de développement durable, en particulier, l'Objectif n°11 qui vise, à l'horizon 2030, à *Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables*; le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement; l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), pour ne citer que quelques-uns.

Distingués invités,

Avec une urbanisation galopante qui a doublé en 40ans, passant de 28% en 1976 à 54% en 2015, l'urbanisation du Cameroun est désormais une réalité qui n'est plus ignorée dans les politiques publiques de mon pays.

Les villes de Yaoundé, capitale politique et administrative, et de Douala, capitale économique abritent à elles seules 43% de la population urbaine nationale estimée à 12 millions, pour un total de plus de 312 villes dont une vingtaine de plus de cent mille habitants, réparties dans une armature urbaine équilibrée

sur le territoire national de 475000km², pour plus de 20 millions d'habitants.

Mais, même si plus de 65% du PIB national est créé en ville, cette urbanisation rapide et forte ne s'est pas encore traduite par une transformation de la structure de l'économie camerounaise.

Elle s'est surtout traduite jusqu'alors par de grands besoins en services urbains de base, en logements décents et abordables, en besoin d'assainissement, en besoin de plus de mobilité urbaine, d'infrastructures capables de porter la transformation économique de nos villes.

Mesdames et messieurs,

Pour faire face à ces nombreux défis, le Gouvernement de mon pays a engagé un vaste chantier d'équipements des villes en infrastructures. Nous relèverons ainsi, pour les plus importants, le programme d'assainissement de Yaoundé, sur financement BAD d'un montant de 164 millions de dollars, PDUE : 79 millions, le Projet de Drainage Pluvial de Douala : 179 millions, le projet C2D : 164 millions, ... l'Autoroute Yde-Nsimalen : 130 millions ; le PLANUT Voirie : 164 millions, etc, la livraison d'une première phase de plus de 4000 logements sociaux, le PLANUT logements sociaux : 70 millions de dollars.

Toutefois, ces investissements restent largement insuffisants. A titre d'exemple, les besoins exprimés rien qu'en matière de mobilité urbaine par les maires des 14 plus grandes villes s'élèvent à plus de 2,5 milliards de dollars, soit plus de la moitié du budget annuel de tout le Cameroun. En matière de logements décents, ils sont de près du million d'unités. En plus de ces investissements destinés à rattraper le retard et combler les écarts, le Gouvernement du Cameroun qui ambitionne de créer

un espace économique national intégré, s'est engagé dans la formulation d'un ensemble de politiques, à même de faire de son urbanisation, un outil de transformation économique.

D'après la vision du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya, et je cite :« il s'agit non seulement de maîtriser le développement des villes et d'en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes », fin de citation.

Parmi les instruments dont le Cameroun est en train de se doter pour la maîtrise de son urbanisation, nous pouvons mentionner le Schéma National d'Aménagement et de Développement durable du Territoire ; le Plan de zonage du territoire national ; les plans régionaux de zonage et les schémas régionaux d'aménagement du territoire et des collectivités décentralisées ; la politique urbaine Nationale, élaborée avec l'appui d'ONU-Habitat ; la formulation de la politique nationale de l'habitat ; la formulation de la stratégie nationale d'amélioration et de prévention des bidonvilles ; la modernisation des transports urbains, avec l'initiative mobilise your city, ...etc.

Mesdames et messieurs

Le Nouvel Agenda Urbain nous indique de nouveaux horizons, pointe du doigt les défis de l'urbanisation durable. Nous sommes convaincus que la politique nationale urbaine, l'amélioration des bidonvilles, la promotion des logements sociaux, la planification urbaine, le développement de la mobilité urbaine, l'augmentation de l'offre en énergie, le renforcement de

l'économie urbaine et des finances municipales, sont les principaux points d'entrée de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, de l'ODD 11, de l'Accord de Paris et bien d'autres engagements internationaux.

Cependant, il faut relever avec force, que pour venir à bout de ces défis, des efforts supplémentaires doivent être fournis par mon pays, par les pays africains : le financement et les ressources humaines de qualité constituent à notre sens, une condition incontournable pour la mise en œuvre efficace de cet agenda urbain.

Nous ne le dirons jamais assez, l'Afrique a besoin d'un appui financier, l'Afrique a besoin du renforcement de ses ressources humaines pour conduire à bien ce train de l'urbanisation. Il n'y aura pas d'urbanisation de transformation tant recommandée par l'agenda 2063 de l'Afrique, sans financement durable, sans ressource humaine à la hauteur des défis qui l'attendent. Les financements innovants semblent une porte de sortie, mais beaucoup de nos pays ont de la peine à formuler et mettre en place ce type de financement.

C'est pourquoi, pour le suivi et la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, mon pays, comme les autres pays africains, a besoin d'un véritable plan Marshall. La communauté internationale doit savoir que mal maîtrisée, l'urbanisation accélérée de l'Afrique va entraîner des conséquences sur la planète, en créant le lit de toutes sortes de radicalisation.

Comme on peut le constater, le Cameroun s'est déjà résolument engagé dans la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain et a, dans ce sens, au cours de l'année 2016, contribué pour plus d'un million de dollars auprès d'ONU-Habitat.

C'est fort de cet engagement que le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, a donné son haut accord pour

l'organisation au Cameroun, de la **deuxième Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique, dénommée « ICCCASU-2 »**, qui se déroulera du **12 au 14 décembre 2017** à Yaoundé, sous le thème **« Développement Urbain Intelligent : des actions locales vers le global »**. C'est donc un plaisir pour moi de vous inviter à prendre part à cet important rendez-vous qui nous permettra de jeter les bases d'une véritable urbanisation de transformation pour l'Afrique.

Des mécanismes durables, réalistes, efficaces, assortis d'indicateurs de suivi de qualité, doivent être impérativement adoptés pour assurer une meilleure visibilité et une évaluation périodique de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain. Ceci constitue l'étape la plus urgente après son adoption.

Ces mécanismes devront être adaptés pour chaque région, pour chaque pays et même jusqu'au niveau des collectivités territoriales décentralisées. ONU-Habitat désigné comme point focal de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, devrait être restructurée et recevoir des ressources appropriées pour accompagner les pays dans la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain.

Thank you very much for your kind attention.